

---

## Bernard Haumont & Alain Morel, eds, *La Société des voisins : partager un habitat collectif*

Paris, Éditions de la MSH, 2005, XXXIII + 334 p., notes bibliogr.  
(« Ethnologie de la France » 21).

Nathalie Ortar

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/3031>

DOI : 10.4000/lhomme.3031

ISSN : 1953-8103

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2007

ISSN : 0439-4216

### Référence électronique

Nathalie Ortar, « Bernard Haumont & Alain Morel, eds, *La Société des voisins : partager un habitat collectif* », *L'Homme* [En ligne], 181 | 2007, mis en ligne le 29 janvier 2007, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/3031> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.3031>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

---

# Bernard Haumont & Alain Morel, eds, *La Société des voisins : partager un habitat collectif*

Paris, Éditions de la MSH, 2005, XXXIII + 334 p., notes bibliogr.  
(« Ethnologie de la France » 21).

Nathalie Ortar

---

- 1 SELON LA DÉFINITION du *Dictionnaire de l'habitat et du logement*<sup>1</sup>, les espaces intermédiaires sont ces zones « entre-deux » qui donnent sens et qualités à l'espace du logement (privé/public, intérieur/extérieur). *La Société des voisins* porte sur les usages, rites et rituels qui entourent ces espaces, que l'habitat soit collectif ou individuel, social ou de luxe, ainsi que sur la capacité ou incapacité à permettre aux habitants de se projeter sur le territoire de l'agglomération. L'interdisciplinarité offre à ces analyses une multiplicité des regards dont le particularisme ne ressort toutefois pas toujours.
- 2 L'histoire rappelle les lents processus de formation de la réglementation entourant la privatisation et l'usage des espaces intérieurs (Olivier Zeller). De fait, la notion d'espace intermédiaire apparaît dans les discours des architectes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'impulsion de préoccupations morales et hygiénistes porteuses d'une défiance envers l'extérieur perçu comme malsain (Claudio Secci et Estelle Thibault). Cette réflexion s'accompagne « d'une transformation du regard porté sur l'habitant : de la volonté [...] de corriger le comportement d'une population, vers la prise en compte [...] d'un habitant acteur participant à la construction de son environnement » (p. 33). Cette notion reste présente dans les discours, tout en évoluant au cours des années pour englober des aspects architecturaux et microsociaux très divers. La « résidentialisation », néologisme émergeant dans le champ du logement social au début des années 1990, est présentée comme une nouvelle forme d'amélioration de la vie collective, de la sécurité et de la mixité sociale : « L'objectif [est] la transformation radicale de la structure spatiale et, par un effet mécanique d'entraînement souhaité, une véritable requalification sociale des grands ensembles d'habitat social »<sup>2</sup>. La résidentialisation est alors utilisée pour « conjurer le déclin du lien social, résoudre un

conflit sur le mode métonymique ou justifier la qualité d'un espace collectif résidentiel » (Christian Moley, p. 47). Christine Lelévrier et Brigitte Guigou soulignent les limites de ce mécanisme qui tend à renforcer les inquiétudes des résidents et les attitudes de retrait par rapport aux espaces collectifs dès lors que l'hétérogénéité socio-économique et culturelle est trop importante. Claire Lévy-Vroeland, Brigitte Dussart et Jean-Pierre Frey notent également l'impossibilité, pour les habitants, de s'approprier les espaces collectifs. Le sentiment d'habiter un lieu dégradé s'accroît lorsque le mal-être poursuit les habitants jusque dans leur logement, lequel ne peut plus alors jouer son rôle de préservation de l'image de soi. La distorsion entre l'affichage d'un objectif de régulation sociale ouverte et le dispositif adopté, sécuritaire, accompagnant le repli sur un impossible entre soi accroît le désarroi. Anne-Marie Giffo-Levasseur et Élisabeth Pasquier dénoncent l'application d'une modélisation qui ignore les désirs et besoins d'une population aux modes d'habiter différenciés, au risque de les reléguer encore un peu plus.

- 3 Résidentialisation rimerait donc avec fermeture et végétalisation. Ce constat est aussi valable pour les villages périurbains. Éric Charmes montre comment les espaces collectifs peuvent être également utilisés à des fins de jouissance exclusive. Il insiste sur le fait que « plus l'expérience vécue avec des autres proches est rassurante et stabilisante, plus la capacité à avoir confiance en des inconnus, à interagir avec eux et à se sentir concerné par leurs difficultés est grande » (p. 119). Les recherches de Valérie Feschet, Constance de Gourcy et Daniel Pinson rappellent que les espaces intermédiaires doivent jouer un double rôle de liant et d'espace tampon permettant de préserver son intimité même dans des résidences dites normales. La valorisation de ces lieux et le respect des règles de conduite permettent de dire que l'habiter apparaît comme « une "action concertée" tenant compte de l'attention portée aux lieux et adressée à l'autre, le voisin, ce proche et ce distant à la fois » (p. 183).
- 4 Toutefois, Nicolas Golovtchenko et Fabienne Souchet montrent qu'il faut se garder d'analyser de façon identique les résidences, notamment celles qui sont fermées, car elles n'en portent pas moins l'empreinte du quartier dans lequel elles sont construites. Leur travail nuance les constats : il n'existe pas un usage monolithique des espaces intermédiaires.
- 5 Quelles que soient leurs localisations, les espaces communs ne sont jamais donnés une fois pour toutes et cela est particulièrement vrai dans les ZUP étudiées de façon fine par Ahmed Boubeker. Ces espaces sont des seuils, qui retiennent autant qu'ils laissent partir, une réflexion que prolonge plus loin Dominique Lefrançois en analysant l'enjeu que représente la voiture dans ces quartiers, la sociabilité qu'elle génère et les stratégies mises en place pour surveiller ce bien. « Les espaces intermédiaires accueillent [...] une juxtaposition d'univers sociaux partiellement invisibles et perméables les uns aux autres » (p. 261), souligne Ahmed Boubeker. Cohabitation et juxtaposition d'univers sociaux et culturels qui constituent autant de références à des mondes et des temporalités distincts. Tout autant que dans la cage d'escalier décrite par Philippe Bonnin, les espaces intermédiaires extérieurs sont l'objet d'un encodage/décodage constant de la part des usagers.
- 6 Ces diverses approches des espaces intermédiaires nous confrontent à la définition de ce qu'habiter veut dire, une question abordée par Marc Breviglieri et Luca Pattaroni avec l'exemple des squats genevois où le souci de propriété et le besoin d'habitation

conduisent les occupants à limiter les parties communes et à privatiser tous les espaces qui peuvent l'être.

- 7 Au travers des différentes contributions, la société des voisins apparaît comme un espace de négociations, de seuils ou un sas selon les cas, entre deux mondes : un dehors pas nécessairement hostile et un dedans pas nécessairement aussi isolé qu'il serait souhaité. Cet espace reste toutefois assez désincarné et trop peu d'articles explorent le lien entre espace intermédiaire et habiter de même que la fonction des espaces intermédiaires pour l'habitation.
- 

## NOTES

1. Paris, Armand Colin, 2002.
  2. *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, op. cit. : 377.
- 

## AUTEUR

**NATHALIE ORTAR**

Laboratoire d'économie des transports, École nationale des travaux publics de l'État,  
Vaulx-en-Velin.

Nathalie.Ortar@equipement.gouv.fr